

## Etats Africains : protégez la liberté d'expression et l'accès à l'information

02.05.2015



This article also exists in English, [here](#).

(Banjul, Gambie) - Comme l'espace pour la dissidence et l'activité de la société civile devient de plus en plus restreint dans un bon nombre d'Etat Africains, ISHR a porté à l'attention de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples un nombre de cas de préoccupations majeures.

Dans une [déclaration](#) au Rapporteur Spécial sur la liberté d'expression et l'accès à l'information de la CADHP, ISHR a mis en lumière les menaces et défis auxquels font face les défenseurs des droits de l'homme dans quatre pays africains : [L'Ethiopie](#), le [Nigeria](#), la [Sierra Leone](#) et l'[Ouganda](#). Les questions identifiées sont emblématiques des tendances sur le continent.

« Le cadre législatif pour la promotion et la protection de la liberté d'opinion et d'expression dans plusieurs Etats africains empêche les défenseurs des droits de l'homme, les activistes politiques et les journalistes d'effectuer leur travail de manière sûre et en toute sécurité, » a déclaré le responsable de la communication et du plaidoyer à ISHR, Ben Leather.

« Nous regrettons que le gouvernement éthiopien ait une fois de plus refusé de considérer la révision de la Proclamation sur les Sociétés et les Organismes Caritatifs ou les Proclamations sur l'Accès à l'Information et sur l'Anti-terrorisme pour qu'ils soient conformes aux standards internationaux, » a dit M. Leather.

M. Leather a également encouragé le Rapporteur Spécial à continuer de faire pression sur le gouvernement de Sierra Leone pour qu'il donne suite aux recommandations antérieures pour l'abrogation ou la modification de la Loi sur l'Ordre Public.

ISHR a également exprimé ses préoccupations concernant le ciblage continu et persistant des journalistes et des professionnels des médias dans plusieurs Etats africains, le personnel des médias faisant souvent face au harcèlement juridique et à des détentions arbitraires sous le couvert de lois de sécurité nationale et de diffamation publique.

« Il s'avère que les intérêts des tierces parties commerciales répriment d'autant plus la liberté d'expression, comme on a pu le voir avec le ban du Nigeria du documentaire de 2013 « Fuelling Poverty », qui détaille la

corruption au sein de l'industrie pétrolière, en revendiquant que cela constituait une menace pour la sécurité nationale, » a déclaré M. Leather.

La déclaration d'ISHR a également mis l'accent sur l'importance de l'accès à l'information comme droit de l'homme en soi, et comme élément nécessaire dans le cadre de la responsabilité, d'un bon gouvernement et de la réalisation des droits de l'homme plus largement.

« L'adoption des projets de loi sur l'accès à l'information dans un certain nombre de pays est une avancée bienvenue, bien qu'ils doivent être mieux mis en œuvre, » a dit M. Leather. A cet égard, ISHR a appelé le gouvernement de Sierra Leone à pleinement mettre en œuvre le projet de loi sur l'Accès à l'Information comme un pas vers la responsabilité concernant les pratiques répressives. Cela nécessitera l'abrogation des lois pénalisant la diffamation et la calomnie. Au Nigéria, la pleine mise en œuvre de la loi sur la Liberté d'Information doit garantir le droit des citoyens à accéder aux archives publiques.

« Nous espérons que les recommandations faites à ces quatre Etats aujourd'hui pourront être reproduites dans toute l'Afrique, » a conclu M. Leather.

Contact: Ben Leather à [b.leather@ishr.ch](mailto:b.leather@ishr.ch)

Photo: [Gilbert Sendugwa](#), militant pour les droits de l'homme et la liberté d'information

ISHR